

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

**Revue indépendante de la conformité de  
la passation des marchés des Autorités  
contractantes du Groupe II - Gestion 2013**

**Société PETROSEN**

**RAPPORT DEFINITIF**

**Juillet 2015**



**Grant Thornton**

**Grant Thornton**  
2 place de l'indépendance  
Immeuble SDIH  
2e, 3e et 4e étage  
BP 7642 - Dakar  
T 00 221 33 889 70 70  
F 00 221 33 821 10 70  
[grantthornton@sn.gt.com](mailto:grantthornton@sn.gt.com)

[www.grantthornton.sn](http://www.grantthornton.sn)

## SIGLES ET ACRONYMES

AC	:	Autorité contractante
ARMP	:	Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	:	Avis Général de Passation des Marchés
ANSD	:	Agence Nationale de Statistique et de la Démographie
AOO	:	Appel d'Offres Ouvert
AOR	:	Appel d'Offres Restreint
CM	:	Commission des Marchés
CCAG	:	Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	:	Agent Comptable Particulier
CMP	:	Code des Marchés Publics
CPM	:	Cellule de Passation des Marchés
CRD	:	Commission de Règlement des Différends
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	:	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	:	Demande de Renseignement et de Prix
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
PETROSEN	:	Société des Pétroles du Sénégal
PV	:	Procès verbal
PPM	:	Plan de Passation des Marchés
PI	:	Prestations Intellectuelles
TDR	:	Termes de référence
UEMOA	:	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	:	Non applicable

Dakar, le 30 juillet 2015

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics  
Dakar**

## **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**Monsieur le Directeur Général,**

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2013, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN). Ce rapport tient compte des commentaires envoyés par courrier n° 000470 DG/mlb/bwa du 26 juin 2015, de ladite Autorité à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des Termes de Références (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2013 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Obligations de l'Administration et le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application.

## **SYNTHESE DE NOS TRAVAUX**

Au cours de la gestion 2013, **la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN)** a conclu dix neuf (19) marchés selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de F CFA 154 579 219.

Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière. A l'issue de nos travaux, nous avons eu connaissance de dépenses exécutées par la société PETROSEN et qui n'ont pas fait l'objet de marché. A titre d'exemple, nous pouvons citer le marché d'Assurance de Fin de Carrière (IFC) d'un montant de 1 097 815 258 F CFA dont 200 000 000 F CFA ont été exécutés sur l'exercice 2013.

En effet, ce marché a été attribué sans aucune mise à concurrence.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur 2 dossiers représentant 28% du montant global des marchés.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

MODE DE PASSATION	PETROSEN				
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME/MODE
DRP	19	154 579 219	2	42 553 600	11%
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>154 579 219</b>	<b>2</b>	<b>42 553 600</b>	
<b>Taux de couverture</b>			<b>11%</b>	<b>28%</b>	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

#### CONSTATS D'ORDRE GENERAL

- ❖ Il n'est pas désigné explicitement un suppléant pour chaque membre titulaire de la Commission des marchés. En effet, l'acte de nomination a porté sur 5 membres titulaires et 4 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire le suppléant, en violation de l'article 36 alinéa 4 du code des marchés publics.
- ❖ L'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP contrairement aux dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

#### CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

Pour la gestion 2013, les marchés de PETROSEN ont été passés en mode demande de renseignement et de prix (DRP). Nos travaux ont porté sur les dossiers suivants :

- ✓ La fourniture de consommables informatiques pour un montant de F CFA 15 433 600 ;
- ✓ Les services de gardiennage des locaux de la Direction générale et de la Base Diamniadio pour un montant de F CFA 27 120 000.

Nous avons constaté pour ces deux marchés que la date de signature du bon de commande par les personnes habilitées en l'occurrence le DG, DAF et le Contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services. De plus, pour le marché de consommables informatiques, la réception du bon de commande n'est pas matérialisée par l'attributaire du marché.

#### CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à l'inspection physique du marché de consommables informatiques pour un montant de F CFA 15 433 600. A l'issue de nos travaux les constats ci-après ont été effectués :

- La réception du bon de commande n'est pas matérialisée par l'attributaire du marché.
- La date de signature du bon de commande par les personnes habilitées en l'occurrence le DG, le DAF et le contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services.

Il convient également de noter que la société PETROSEN dispose d'un système de gestion des stocks qui permet d'enregistrer les entrées et les sorties de stocks.

Cependant, les marchés de la société PETROSEN concernent des marchés de fournitures et services et ne font pas partie de la liste des marchés devant faire l'objet d'audit physique validé par l'ARMP.

## SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette AC a concerné deux (02) marchés de DRP, représentant 28% du montant total des dépenses. A l'exception des anomalies soulevées ci-dessus, nous n'avons pas d'observations particulières sur la passation et l'exécution des marchés au niveau de PETROSEN. Les marchés examinés ont été estimés globalement conformes aux procédures de passation des marchés publics.

Sans remettre en cause nos conclusions sus visées, nous attirons votre attention sur la dépense en Assurance de fin de carrière (IFC) d'un montant de F CFA 1 097 815 258 qui n'a pas fait l'objet de marché.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

**Mansour GAYE**  
Associé



## TABLE DES MATIERES

<b>1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....</b>	<b>7</b>
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR.....	8
<b>2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS .....</b>	<b>10</b>
2.1. LE CADRE JURIDIQUE.....	11
2.2. LE CADRE INSTITUTIONNEL.....	12
2.3 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES .....	13
2.4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	13
<b>3.METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES.....</b>	<b>15</b>
3.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE.....	16
3.2. CONSIDERATION GENERALE DE LA MISSION .....	16
3.3 LA PHASE DE PRE AUDIT .....	16
3.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	17
3.5. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	18
3.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE .....	19
3.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS.....	19
<b>4. SYNTHESE DE LA REVUE.....</b>	<b>20</b>
4.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION, ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	21
4.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES .....	22
4.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE .....	26
4.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE) .....	26
4.5. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS.....	27
4.6. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES .....	28
<b>5. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....</b>	<b>29</b>
<b>6. ANNEXES .....</b>	<b>31</b>

## **1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## 1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

## 1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 du Code des Marchés publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des



règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations,
- ❖ Assurer une formation de 2 jours au profit de 25 experts de l'ARMP et de la DCMP sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés publics. Les sessions de formation auront lieu au siège desdites institutions.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués, en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

## **2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

## **2-1 LE CADRE JURIDIQUE**

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

### **LES DIRECTIVES :**

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine.

### **LES LOIS**

- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009.

### **LES DECRETS**

- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des marchés publics
- Décret 2011-1880 du 24 Novembre 2011 portant réglementation générale sur la comptabilité publique.

### **LES ARRETES**

- Arrêté N°03193/ MEF/ du 07 Avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;
- Arrêté 012782 du 26/12/2012 pris en application des dispositions de l'article 140.b) et 140.c) du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès- verbaux d'attribution provisoire de marché et à l'examen juridique et technique des projets de marché respectivement ;
- Arrêté 012785 du 26/12/2015 pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure ;

- Arrêté 012786 du 26/12/2012 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 012787 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté 012788 /PM/SGG du 26/12/2012 pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés publics et fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 012789 du 26/12/2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés publics ;
- Arrêté 012790 du 26/12/2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté 012791 du 26/12/2012 pris en application de l'article 114 du code des marchés publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

#### **LES CIRCULAIRES**

- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP.

#### **LES DECISIONS**

- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

Le Décret portant Code des marchés publics régit le système des marchés publics au Sénégal. Il est complété par une série de décrets, d'arrêtés et de circulaires pour faciliter sa mise en application. Nous nous sommes attelés à prendre connaissance de l'ensemble des actes réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics.

## **2-2 LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL**

### **2.2.1 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE**

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

#### **2.2.1.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS**

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

#### **2.2.1.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

## 2.2.2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

### 2.2.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés ;
- le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés publics ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics.

### 2.2.2.2 LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

- la Commission des marchés est chargée notamment : de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou être des cadres moyens.

## 2-3 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

### *Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics*

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

### *Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres*

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;

- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

## **2-4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES**

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

La procédure spécifique de demande de renseignement et de prix est régie par l'article 78 du décret portant CMP.

### **3. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES**

### 3.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les Termes de références et, inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

### 3.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Associé qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

### 3.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2013 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2013 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2013 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;



- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2013 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2013 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

### **3.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT**

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

### **3.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES**

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

### **3.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT**

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du Code des Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

### **3.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

#### **3.4.1. L'ÉCHANTILLONNAGE**

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

#### **3.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE**

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

### **3.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES**

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc.,

objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

### **3.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE**

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

### **3.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS**

A la fin de l'audit, nous avons tenu une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

## **4. SYNTHÈSE DE LA REVUE**

#### **4.1 CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

L'Autorité contractante, en application des dispositions des articles 35, 36 du code des marchés publics et celles des arrêtés n°11586, 11588 du 28 Décembre 2008 relatives respectivement aux cellules de passation des marchés publics et aux commissions de passation des marchés a mis en place les outils nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution de ses marchés.

##### **4.1.1 PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

Instrument d'application de la politique pétrolière de l'Etat du Sénégal, la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN) a été créée en Mai 1981. Ses missions comprennent :

Pour le secteur Amont :

- l'évaluation périodique du potentiel Pétrolier du bassin sédimentaire ;
- la promotion de ce potentiel auprès des compagnies pétrolières internationales ;
- la participation avec ses compagnies à la mise en évidence de ce potentiel ;
- le suivi technique et le contrôle des opérations pétrolières.

Pour le secteur Aval :

- la participation en association aux différents segments du sous-secteur Aval en vue d'y traduire les choix stratégiques de l'Etat.

PETROSEN est placée sous la supervision du Ministère en charge du secteur de l'Energie, qui par l'intermédiaire de son département de l'Energie assure le contrôle et le suivi des opérations pétrolières conformément au Code Pétrolier.

##### **4.1.2 LA COMMISSION DES MARCHES DE LA PETROSEN**

Le Directeur Général, par note de service N°002 du 04 janvier 2013, a nommé aussi bien les membres titulaires que les suppléants de la Commission des marchés conformément aux dispositions de l'arrêté n°011588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

Cette note de service a été modifiée par celle n° DG/MST/000076 du 8 février 2013 suite aux observations de la DCMP sur la composition de la dite commission.

Cependant il convient de souligner que cette note ne désigne que 4 suppléants alors que la commission des marchés est composée de cinq membres, en violation de l'article 36 alinéa 4 du code des marchés publics qui dispose : « pour chaque membre titulaire de la commission des marchés, il est également désigné un suppléant. Les membres titulaires et suppléants ne peuvent se faire représenter ».

##### **4.1.3. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES DE LA PETROSEN**

La cellule de passation des marchés a été instituée par note de service n° DG/bwa/sd 000003 du 4 janvier 2013.

##### **4.1.4 PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL**

La CPM a établi et transmis à la DCMP le rapport annuel de gestion des marchés conclus par Petrosen au cours de la gestion 2013.

## **i. DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PREPARATION DES MARCHES**

### **4.1.5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)**

#### **DISPOSITION REGLEMENTAIRE**

L'article 6 du CMP dispose : « Lors de l'établissement de leur budget, les autorités contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés par catégorie de services et des marchés de travaux, qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés, suivant un modèle type fixé par l'Organe de régulation des marchés publics. ...Les autorités contractantes doivent les communiquer à la Direction chargée du contrôle des marchés publics qui en assure la publication ».....

#### **CONSTAT**

PETROSEN a élaboré et fait publier par la DCMP un plan de passation des marchés qu'il a envisagé de passer en 2013.

L'analyse du PPM fait ressortir une prévision de 33 marchés à conclure. Nous avons noté cependant que seuls 19 d'entre eux, pour diverses raisons, ont été passés selon la liste communiquée par la Cellule de passation des marchés, soit environ 58% des prévisions.

### **4.1.5.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

#### **DISPOSITION REGLEMENTAIRE**

L'alinéa 3 de l'article 6 du CMP dispose : « les projets de marchés figurant dans le PPM qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, font l'objet de la publication, par les soins des autorités contractantes, avant la fin du mois de Janvier de l'année prévue pour leur passation d'un avis général établi et publié, selon le modèle arrêté par décision de l'organe chargé de la régulation des marchés publics ».

#### **CONSTAT**

La revue des documents soumis à notre attention nous a permis de constater que la PETROSEN a établi un avis général de passation des marchés publié dans le journal « Le SOLEIL » du 31 Janvier 2013.

## **ii. ARCHIVAGE DES DOSSIERS**

Le système d'archivage et de classement des dossiers est globalement satisfaisant.

### **4.1.7. AUTRES**

PETROSEN dispose de deux registres des marchés, un pour les DRP et un pour les appels d'offres. Une commission de réception et de contrôle des marchés a été régulièrement mise en place conformément à l'article 142 du CMP, par note de service n° DG/bwa/sd/000004 du 04 janvier 2013.

## **4.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES**

### **4.2.1. ECHANTILLON**

PETROSEN a passé pendant l'exercice 2013 dix neuf (19) marchés pour un montant total de 154 579 219 F CFA, selon la liste communiquée par la Cellule de passation des marchés de la structure.

Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction Administrative et Financière. A l'issue de nos travaux, nous avons eu connaissance de dépenses exécutées par la PETROSEN et qui n'ont pas fait l'objet de marché. A titre d'exemple, nous pouvons citer le marché d'Assurance de Fin de Carrière (IFC) d'un montant de 1 097 815 258 F CFA dont 200 000 000 F CFA ont été exécutés sur l'exercice 2013. En effet, ce marché a été attribué sans aucune mise à concurrence.

Sur cet ensemble, notre échantillon a porté sur deux (02) marchés pour un montant de 42 553 600 F CFA, représentant 28% en valeur.

Le tableau ci-dessous en fait la récapitulation :

MODE DE PASSATION	PETROSEN				
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME/MODE
DRP	19	154 579 219	2	42 553 600	11%
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>154 579 219</b>	<b>2</b>	<b>42 553 600</b>	
<b>TAUX DE COUVERTURE</b>			<b>11%</b>	<b>28%</b>	

Notre sélection représente 11% en volume et 28% en valeur.

#### 4.2.2 RAPPEL DES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES APPLICABLES A L'ENTITE AUDITEE

L'article 53 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics dispose à son alinéa 2 : « Pour l'application des procédures décrites au présent Titre, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprise, pour ce qui concerne les marchés des sociétés nationales, des sociétés anonymes à participation publique majoritaire et des agences et autres organismes ayant la personnalité morale :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

PETROSEN est une société anonyme à participation publique majoritaire. Il en découle que les seuils définis ci-dessus sont ceux applicables à la passation de ses marchés.

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR AOO

PETROSEN n'a pas conclu en 2013 de marchés passés par la procédure d'appel d'offres.

##### 4.2.3.1 > SEUIL DCMP

#### RAPPEL DE LA DISPOSITION REGLEMENTAIRE :

L'arrêté n°11580 MEF pris en application du code des marchés publics fixe les seuils d'examen préalable par la Direction centrale des marchés publics des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure à son article 1-c en ce qui concerne les Etablissements publics comme suit :

« Pour les marchés des personnes morales visées à l'article 2.1 c

- Deux cent cinquante (250) millions F CFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures
- Cent vingt cinq (125) millions F CFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles
- Cinq cent (500) millions F CFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux

S'agissant des seuils d'examen de la DCMP des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attributions provisoires de marchés établis par les commissions des marchés, l'article 2 les fixe à son alinéa c pour les établissements Publics comme suit :

- Cent (100) millions F CFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services y compris les prestations intellectuelles ;
- Deux cent (200) millions F CFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

#### **4.2.3.2 MARCHES < SEUIL DCMP**

##### **RAPPEL DE LA DISPOSITION REGLEMENTAIRE :**

Le dernier alinéa de l'article 140 du Code des marchés publics, dispose « La Direction chargée du contrôle des marchés publics peut également donner un avis sur les dossiers que lui soumettent spontanément les autorités contractantes ».

#### **4.2.4 MARCHES CONCLUS PAR AOR**

La PETROSEN n'a conclu aucun marché par la procédure d'appel d'offres restreint en 2013.

#### **4.2.5 MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

La PETROSEN n'a conclu aucun marché par la procédure de demande de proposition en 2013.

#### **4.2.6 MARCHES CONCLUS PAR DRP**

Notre revue a porté sur deux (2) marchés passés par la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix listés ci-dessous.

Les marchés et les constats effectués sont présentés ci-après :

##### **La Fourniture de Consommables Informatiques pour un montant de F CFA 15 433 600**

La revue de ce marché a permis de constater les anomalies et non conformités ci-après :

- L'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- La réception du bon de commande n'est pas matérialisée par l'attributaire du marché. Le contrat prévoit un délai de 7 jours pour la réception des travaux dès réception du bon de commande par l'attributaire, cette diligence n'a pas pu être effectuée et constitue une limitation à nos travaux quant à la vérification du respect du délai de livraison.
- La date de signature du bon de commande par les personnes habilitées en l'occurrence le DG, le DAF et le contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services.

##### **RECOMMANDATION**

Nous recommandons à PETROSEN de veiller au respect des dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

##### **CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis les manquements soulevés, la procédure de passation et d'exécution du marché est globalement conforme aux dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés.

- ✓ **Les services de gardiennage des locaux de la Direction Générale et de la Base Diamniadio pour un montant de F CFA 27 120 000.**

Nos travaux nous ont permis de constater que :

- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;



- La date de signature du bon de commande par les personnes habilités en l'occurrence le DG, le DAF et le contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services.

#### RECOMMANDATION

Nous recommandons à PETROSEN de veiller au respect des dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

#### CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Hormis les manquements soulevés, la procédure de passation et d'exécution du marché est globalement conforme aux dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés.

##### 4.2.7 MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE

Aucun marché n'a été passé par la procédure d'entente directe en 2013.

##### 4.2.8 AVENANTS

Aucun avenant n'a été passé sur la période sous revue.

##### 4.2.9 EVALUATION DES FRACTIONNEMENTS POTENTIELS (DEMANDES DE COTATIONS, AUTRES ACQUISITIONS)

Aucun cas de fractionnement potentiels (demandes de cotations, autres acquisitions) n'a été relevé sur la période sous revue.

##### 4.2.10 MARCHES AYANT FAIT L'OBJET D'UN RECOURS AUPRES DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS DE L'ARMP

Au cours de la gestion 2013, la société PETROSEN a fait l'objet de deux recours au niveau du CRD. Ces recours concernent les marchés ci-après :

➤ **Marché relatif à la fourniture de cinq véhicules lancé par la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN SA)**

Un recours a été introduit par la société SARRE CONS pour contester l'attribution provisoire du marché relatif à la fourniture de cinq véhicules lancé par la Société des Pétroles du Sénégal (PETROSEN SA) par lettre du 12 février 2013, reçu par le service courrier le 13 février et enregistré au Secrétariat du CRD le même jour.

Le CRD a considéré que le recours a été fait tardivement, et en conséquence l'a déclaré irrecevable par décision N° 042/13/ARMP/CRD du 27 février 2013.

En effet, conformément aux dispositions des articles 88 du décret portant CMP, le recours gracieux devant l'autorité contractante doit être exercé dans un délai de 5 jours ouvrables après la publication de l'avis d'attribution du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication de la demande de proposition.

En outre conformément aux dispositions de l'article 89 dudit décret le requérant dispose de trois jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de jours mentionné ci-avant pour saisir le CRD.

Or dans le cas de ce marché, l'attribution provisoire a été publiée le 7 février 2013 et le soumissionnaire a saisi directement le CRD pour un recours contentieux dont la lettre a été reçue le 13 février par le CRD, soit plus de trois jours ouvrables en violation des dispositions de l'article précité..

➤ **Etude de Marché et élaboration d'une stratégie de pénétration du marché de la distribution des produits pétroliers**

Un recours a été introduit par la Société Africa consulting et Trading pour contester la procédure de reprise de la DRP concernant l'Etude de Marché et élaboration d'une stratégie de pénétration du marché de la distribution des produits pétroliers, par lettre en date du 06 juin 2013, enregistrée le même jour au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends (CRD) sous le numéro 263/13.

Le recours a été jugé recevable au vu des motifs évoqués. La procédure a été déclarée sans suite par le CRD et le marché annulé par PETROSEN.

#### **4.3 CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE**

Tous les marchés exécutés et ayant fait l'objet de réception dûment attestée par un Procès- verbal de réception régulièrement établi ont été payés par chèque bancaire ou virement s'il y a lieu. Pour les marchés conclus en 2013 et dont l'exécution est en cours, les paiements obéissent aux termes de chaque contrat y relatif.

#### **4.4 CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)**

##### **4.4.1 SELECTION**

Notre sélection a porté sur le marché de fournitures de consommables informatiques attribué à Oumou Informatique pour un montant de 15 433 600 F CFA.

##### **4.4.2 TRAVAUX EFFECTUES**

L'inspection s'est déroulée en deux étapes :

- Prise de connaissance
- Inspection des travaux

➤ **AU TITRE DE LA PRISE DE CONNAISSANCE :**

Nous avons effectué des entretiens avec les personnes responsables en vue d'avoir une bonne connaissance des conditions de réception, de l'existence physique des biens et de son utilité par rapport aux besoins pour lesquels le marché a été initié.

➤ **AU TITRE DE L'INSPECTION PHYSIQUE :**

La vérification de l'existence physique des biens s'est faite à travers les diligences ci-après :

- ✓ Vérifier la matérialité de la dépense ;
- ✓ Vérifier la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat, le PV de réception et les pièces justificatives ayant servi au paiement)

##### **4.4.3. RESULTATS**

La réception du bon de commande n'est pas matérialisée par l'attributaire du marché.

La date de signature du bon de commande par les personnes habilitées en l'occurrence le DG, le DAF et le contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services.

En outre, PETROSEN dispose d'un système de suivi du stock qui permet d'enregistrer les entrées et les sorties de stocks.

#### 4.5 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATION DE LA REVUE

La synthèse des non conformités et recommandation de la revue sont présentées dans le tableau ci-dessous :

**TABEAU DE SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS**

OBSERVATIONS	RECOMMANDATIONS	PERSONNE RESPONSABLE
Il n'est pas désigné explicitement un suppléant pour chaque membre titulaire de la Commission des marchés. En effet, l'acte de nomination a porté sur 5 membres titulaires et 4 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire le suppléant, en violation de l'article 36 alinéa 4 du code des marchés publics.	Veiller à désigner pour chaque membre titulaire un suppléant conformément à l'article 36 alinéa 4 du CMP.	PETROSEN/CPM
L'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP contrairement aux dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.	Veiller à publier l'attribution dans le site de l'ARMP conformément à la réglementation.	PETROSEN/CPM
La réception du Bon de Commande n'est pas matérialisée par l'attributaire du marché. Le contrat prévoit un délai de 7 jours pour la réception des travaux dès réception du Bon de Commande par l'attributaire, cette diligence n'a pas pu être effectuée et constitue une limitation à nos travaux quant à la vérification du respect du délai de livraison.	Veiller à la signature du bon de commande par l'attributaire.	PETROSEN/DAF
La date de signature du Bon de Commande par les personnes habilités en l'occurrence le DG, le DAF et le contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services	Veiller à signer les bons de commande avant la livraison.	PETROSEN/DAF/DG /CG

#### 4.6 SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

L'état de mise en œuvre des recommandations issues de l'audit précédent est présenté ci-après :

CONSTATS	RECOMMANDATION	ETAT DE MISE EN ŒUVRE
Défaillance dans l'archivage	<b>Recommandations relatives au classement et à l'archivage</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer le système d'archivage en intégrant les documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés ;</li> <li>rendre connaissance du manuel d'archivage adopté par l'ARMP et en faire une application rigoureuse.</li> </ul>	Recommandation mise en œuvre
Besoin de renforcement des capacités des agents en matière de passation des marchés	<b>Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents en matière de passation des marchés</b> Nous recommandons de prévoir un programme spécifique de renforcement des capacités pour tous les responsables impliqués dans le processus de préparation, de passation et d'exécution des marchés publics, avec des modules différenciés intéressant la Personne responsable des Marchés, la Commission des Marchés, la Cellule de Passation des Marchés, les Gestionnaires de crédits, les Comptables matières et les Agents commis à l'archivage, à travers des appuis réguliers et des sessions de formation.	Recommandation maintenue
Défaut d'application des dispositions du décret en matière de DRP	Nous recommandons l'application rigoureuse des dispositions du décret n° 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les prescriptions techniques ;</li> <li>- Les critères de qualification ;</li> <li>- Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ;</li> <li>- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;</li> <li>- La publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;</li> <li>- L'insertion dans les contrats d'une clause relative aux pénalités de retard conformément à l'article 133 du CMP ;</li> <li>- Le cautionnement à 100% des avances de démarrage et leur plafonnement à 20% du montant du marché conformément aux dispositions de l'article 96 du CMP ;</li> <li>- L'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP</li> </ul>	Recommandation partiellement mise en œuvre. Les prescriptions techniques et les critères de qualification ne sont toujours pas indiqués. La publication des résultats dans le site de la DCMP n'est toujours pas effectuée également

## **5. STATISTIQUES DES ANOMALIES**

## 5.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

ANOMALIES/MARCHES	DRP 1	DRP 2	TOTAL ANOMALIES	TOTAL MARCHES REVUS	STATISTIQUE DES ANOMALIES
<b>Anomalies organisationnelles</b>					
Défaut de nomination des suppléants pour chaque membre de la commission des marchés	1	1	2	2	<b>100%</b>
<b>Anomalies sur le dossier d'invitation</b>					
Les critères de qualification techniques et juridiques ne sont pas demandés dans le dossier de Demande de renseignement et de prix e	1	1	2	2	<b>100%</b>
<b>Anomalies sur les règles de publicité</b>					
Défaut publication des attributions définitives (DRP)	1	1	2	2	<b>100%</b>
<b>Anomalies sur l'exécution</b>					
La réception du Bon de Commande n'est pas matérialisée par l'attributaire du marché	1	1	2	2	<b>100%</b>
La date de signature du Bon de Commande par les personnes habilités en l'occurrence le DG, le DAF et le contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services	1	1	2	2	<b>100%</b>

## **6. ANNEXES**

## **SOMMAIRE DES ANNEXES**

<b>1</b>	<b>REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP .....</b>	<b>33</b>
<b>2</b>	<b>OBSERVATIONS DE GRANT THORNTON SUR LES COMMENTAIRES DE PETROSEN SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE .....</b>	<b>36</b>
<b>3</b>	<b>REPOSES DE PETROSEN SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE .....</b>	<b>41</b>



## **ANNEXE1 REVUE DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX**

## **DRP N° 3 F-PETROSEN-006: FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES**

### COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ

Ce marché est relatif à l'achat de consommables informatiques de PETROSEN pour un montant de F CFA HT 15 433 600.

### DONNEES SUR LE MARCHÉ

1. Financement	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	PETROSEN
3. Intitulé du marché	Fourniture de consommables informatiques
4. Numéro du marché	DRP 3 F-Petrosen-006
5. Description des biens, travaux ou service	Consommables informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché	OUMOU INFORMATIQUE
7. Nombre d'offres reçues,	8
9. Date de publicité de la demande de prix	18/02/2013
10. Date ouverture des plis	26/02/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Contrat signé non transmis
12. Date de publication des résultats	La publication de l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de L'ARPM comme le stipule l'article 78 alinéa 3
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	07 jours après réception Bon de Commande
16. Date de réception	N/A
17. Montant de base du marché	N/A
18. Montant de l'avenant	N/A
18. Montant du Marché	15 433 600 HTVA
18. Montant du Budget	

### ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater que :

- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- la réception du Bon de Commande n'est pas matérialisée par l'attributaire du marché. Le contrat prévoit un délai de 7 jours pour la réception des travaux dès réception du Bon de Commande par l'attributaire, cette diligence n'a pas été effectuée et constitue une limitation à nos travaux quant à la vérification du respect du délai de livraison.
- la date de signature du Bon de Commande par les personnes habilitées en l'occurrence le DG, le DAF et le contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services.

### RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à PETROSEN de veiller au respect des dispositions du décret 2011--1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés.

### CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

Hormis les anomalies constatées, la procédure de passation et d'exécution de ce marché est globalement conforme aux dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés.

**DRP N° 6 F-PETROSEN-006: GARDIENNAGE DES LOCAUX DE LA DIRECTION GENERALE ET DE LA BASE DE DIAMNIADIO**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

Ce marché est relatif au gardiennage des locaux de la direction générale et de la base de DIAMNIADIO pour un montant de F CFA HT 27 120 000.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement	Budget de Fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	PETROSEN
3. Intitulé du marché	Gardiennage des locaux de la direction générale et de la base de DIAMNIADIO
4. Numéro du marché	DRP 6 /S-Petrosen-009
5. Description des biens, travaux ou service	Gardiennage
6. Nom de l'attributaire du marché	SPS SECURITE
7. Nombre d'offres reçues,	4
9: Date de publicité de la demande de prix	06/03/2013
10. Date ouverture des plis	19/03/2013
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	06/06/2013
12. Date de publication des résultats	La publication de l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de L'ARPM comme le stipule l'article 78 alinéa 3
13. Date Ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2013
15. Délai d'exécution	1 an
16. Date de réception	N/A
17. Montant de base du marché	N/A
18. Montant de L'avenant	N/A
18. Montant du Marché	27 120 000 HT F CFA
18. Montant du Budget	

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater que :

- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés publics ;
- la date de signature du bon de commande par les personnes habilitées en l'occurrence le DG, le DAF et le contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services.

**RECOMMANDATIONS**

Nous recommandons à PETROSEN de veiller au respect des dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

**CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

Hormis les anomalies notées, la procédure de passation et d'exécution de ce marché est globalement conforme aux dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés.

**ANNEXE2 OBSERVATIONS DE GT SUR LES COMMENTAIRES DE  
PETROSEN SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

	CONSTATS CABINET	COMMENTAIRES PETROSEN	PRECISIONS DU CABINET	CONCLUSION
Observation 1	<p>Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière. A l'issue de nos travaux, nous avons eu connaissance de dépenses exécutées par PETROSEN et qui n'ont pas fait l'objet de marché. A titre d'exemple, nous pouvons citer le marché d'Assurance de Fin de Carrière (IFC) d'un montant de 1 097 815 258 F CFA dont 200 000 000 F CFA ont été exécutés sur l'exercice 2013. En effet, ce marché a été attribué sans aucune mise à concurrence.</p>	<p>Au demeurant, nous avons pris le soin de solliciter à travers une consultation téléphonique l'avis de spécialistes au niveau de la DCMP, relativement à la procédure à tenir pour l'IFC. Il nous a été indiqué et confirmé que le cas de l'IFC n'était pas pris en compte, à l'état actuel, dans les procédures applicables en matière de marché public. Cependant, nous avons poursuivi notre analyse sur la procédure à adopter ; il apparaissait nettement pour beaucoup de spécialistes de la passation des marchés, que compte de la nature de l'engagement, le champ d'application du code des marchés publics n'était pas applicable à l'IFC. Il nous revient de préciser en la matière (IFC) qu'il s'agit bien de dette sociale envers les travailleurs et que cet engagement n'est pas représentatif de bien ou service appartenant ou à acquérir directement par PETROSEN ; en l'occurrence, et ainsi que nous y invitent les nouvelles règles comptables et fiscales, il est fait mention des indemnités de départ acquises et dues au personnel à « placer » auprès de services d'assurances spécialisés en la matière. Il faut surtout souligner et retenir que les intérêts financiers et autres avantages issus de ces opérations sont redistribués au travailleur en plus de son capital de départ et directement versés par la compagnie d'assurance.</p> <p>En d'autres termes, en souscrivant à une IFC externalisée, PETROSEN, a décidé de procéder à la régularisation et à la sécurisation pour la période allant de 1981 (date de création de la société) à nos jours, des droits acquis par ses travailleurs.</p> <p>Il nous semble pertinent dans l'appréciation de la chose arbitrée, qu'il ne saurait pour notre part, s'agir d'une offre onéreuse pour le compte spécifique de PETROSEN.</p>	<p>Nonobstant vos explications sur notre rapport provisoire, notamment sur le point de l'assurance de l'IFC, conformément à l'article 3 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, le marché d'assurance ne constitue par une dérogation à la commande publique. Par ailleurs, vos observations quant à la mise en concurrence par l'intermédiaire en assurance ne reposent sur aucun dossier le matérialisant.</p>	Constat maintenu

		<p>Ainsi, et faisant suite à ce qui précède, nous avons effectivement sollicité les services de notre Conseiller en assurance à qui il a été assigné de trouver et proposer la meilleure offre possible sur le marché des assurances en vue d'externaliser la gestion de l'IFC dans les conditions de performance.</p> <p>En définitive et à l'issue de la présentation technique des offres et sur la base des observations et recommandations faites par notre Conseiller en assurance, nous avons porté notre choix sur la compagnie d'assurance NSIA présentant les meilleures garanties avec la possibilité de régulariser la prime sur une période de 5 ans conformément aux dispositions du CGI.</p> <p>Face à nos obligations, nous confirmons avoir eu, toujours, le souci de l'efficacité, du respect des règles de transparence, de l'équité et plus généralement de la bonne gouvernance dans la gestion de tous les dossiers.</p> <p>En conclusion et pour répondre à votre préoccupation, nous confirmons avoir bien procédé et par l'intermédiaire de notre Conseiller en assurance à la mise en concurrence pour l'attribution du marché portant sur l'IFC.</p>		
Observation 2	<p>Il n'est pas désigné explicitement un suppléant pour chaque membre titulaire de la Commission des marchés. En effet, l'acte de nomination a porté sur 5 membres titulaires et 4 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire le suppléant, en violation de l'article 36 alinéa 4 du code des marchés publics.</p>	<p>Acceptée/ Cependant, Les suppléants ont été bien désignés et il est évident que chaque suppléant remplace le membre titulaire correspondant au listing remis à la DCMP ;</p>	<p>Selon l'article 36 alinéa 4 du code des marchés publics, il faut désigner explicitement un suppléant pour chaque membre titulaire de la Commission des marchés.</p>	Constat maintenu

Observation 3	Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés ne sont pas transmis dans les délais requis à la DCMP, en violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588.	Non acceptée/ Les actes de nomination des membres de la Commission des marchés ont été transmis dans les délais et pour preuve nous avons joint à nos commentaires la lettre réponse de la DCMP à la première transmission faite par PETROSEN le 4 janvier 2013 et qui comportait des erreurs. Donc, la lettre dont vous faites référence consiste en la deuxième transmission des actes de nomination à la DCMP	Compte tenu des pièces justificatives apportées, nous levons notre constat	Constat levé
Observation 4	Les critères de qualification techniques et juridiques ne sont pas demandés dans le dossier de Demande de renseignement et de prix en violation des articles 78 et 44 qui disposent que les spécifications techniques et juridiques doivent être bien énumérées dans le dossier d'appel à la concurrence.	Non acceptée/Sur les critères de qualification technique et juridique, nous réaffirmons qu'ils sont établis pour tous les marchés de PETROSEN, d'ailleurs, il est bien indiqué sur toutes les lettres d'invitation à la dernière page les pièces jointes (PJ) à celles-ci. Nous joignons à nos commentaires les critères de qualification technique et juridique qui concernent les deux marchés objets de votre revue et qui figuraient bien dans les dossiers qui vous ont été remis lors de votre audit	Compte tenu des pièces justificatives apportées, nous levons notre constat	Constat levé
Observation 5	L'attribution n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP contrairement aux dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.	Acceptée/ La publication des attributions au niveau du site de l'ARMP, des problèmes techniques nous empêchent de la réaliser. Nous nous rapprocherons de l'ARMP pour solliciter leur assistance technique.	sans objet	Constat maintenu
Observation 6		Acceptée	sans objet	Constat maintenu

Observation 7	<p>Nous avons constaté pour ces deux marchés que la date de signature du bon de commande par les personnes habilitées en l'occurrence le DG, le DAF et le Contrôleur de gestion est postérieure à la date de livraison des services. En outre pour le marché de consommables informatiques, la réception du bon de commande n'est pas matérialisée par l'attributaire du marché.</p>	<p>Non acceptée/ La signature des bons de commandes de ces deux marchés est postérieure à leur livraison ou exécution du fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour le marché des fournitures et consommables informatiques : c'est un marché à commande et que pour la première livraison vous avez bien remarqué que le Bon de Commande a été signé avant la livraison, mais pour les autres qui ont suivi le fournisseur a livré avant la signature des bons de commande et qu'il s'agit ici d'une régularisation.</li> <li>- Pour le marché du gardiennage aussi, vous comprendrez bien que la société ne pouvait pas se permettre de rester un seul jour sans que ses locaux ne soient mis en sécurité. C'est pourquoi, puisque la procédure d'attribution du marché a pris un peu plus de temps que prévu et qu'entre temps le contrat du précédent attributaire était arrivé à terme, nous avons fait appel au nouveau attributaire avant même la signature du contrat mais après que la commission l'ait expressément désigné comme attributaire du marché du gardiennage pour l'année 2013.</li> </ul>	<p>Nous vous invitons à veiller aux dispositions du code des marchés et aux règles de gestion : la commande doit toujours précéder la livraison. Concernant le marché de gardiennage, PETROSEN connaissait pertinemment la date à laquelle le contrat prendrait fin et devrait prendre les dispositions pour un appel à concurrence avant la fin dudit contrat. Il s'agit ici d'un problème de planification de suivi des tâches.</p>	Constat maintenu
---------------	--	---	---	------------------



**ANNEXE 3 COMMENTAIRES DE PETROSEN SUR NOTRE RAPPORT  
PROVISOIRE**



SOCIÉTÉ DES PÉTROLES  
DU SÉNÉGAL

*Le Directeur Général*

Grant Thornton  
2, Place de l'Indépendance  
Immeuble SDIH  
DAKAR

Courrier Arrivée

Le, 26/06/2015  
N° 237

N/réf. DG/mlb/bwa

000470

Dakar, le

26 JUIN 2015

*bwa* **Objet : Commentaires concernant le rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes du groupe II, au titre de la gestion 2013.**

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous transmettons ci-joint, nos commentaires concernant votre rapport provisoire relatif à la mission sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes du groupe II, au titre de la gestion 2013 concernant **la société des pétroles du Sénégal (PETROSEN)**.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

**P.J. : 5 dossiers**

- Commentaires de PETROSEN concernant le rapport provisoire (7 pages)
- Les copies des deux registres
- Les spécifications techniques des deux marchés
- Les lettres d'invitations des deux marchés
- La lettre de la DCMP relative à la commission des marchés

**P/I. Le Directeur Général**

**Mamadou Lamine BEYE**

Société Anonyme au capital de 5.021.000.000 FCFA • Route du Service Géographique - B.P. 2076 DAKAR  
Téléphone : (+221) 33 839 92 98 / (+221) 33 832 18 98 • Téléfax : (+221) 33 832 18 99  
Email : petrosen@petrosen.sn • Site web : www.petrosen.sn

**COMMENTAIRES DE PETROSEN SUR LE RAPPORT PROVISOIRE SUR LA  
REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES DES AUTORITES CONTRACTANTES DU GROUPE II, AU TITRE DE  
LA GESTION 2013 EMIS PAR LE CABINET GRANT THORNTON**

*Nos commentaires sont faits suivant les paragraphes et les titres des points contenus dans le rapport*

**- Paragraphe : Synthèse de nos travaux**

*Concernant le marché de l'assurance sur l'Indemnité de fin de carrière (IFC) :*

**CADRE REGLEMENTAIRE. (CCNI)**

La Convention Collective Interprofessionnelle impose aux employeurs une dette d'indemnité de fin de carrière (IFC) en cas de retraite, de licenciement sans faute lourde ou de décès à l'égard des employés ayant une durée de présence suffisante pour prétendre à ses droits.

Ainsi, au moment du départ à la retraite, les travailleurs sont admis au bénéfice de l'indemnité spéciale dite de fin de carrière versée par l'employeur et ce en application de la décision de la Commission Mixte Interprofessionnelle du 27 mai 1982.

« L'indemnité de fin de carrière (IFC) est calculée sur les mêmes bases et suivant les mêmes règles que l'indemnité de licenciement fixée par l'article 30 de la Convention Nationale Interprofessionnelle du 27 mai 1982 »

**Nature de la charge.**

Il résulte de ce qui précède et conformément aux dispositions de l'UEMOA et qu'il s'agit pour l'entreprise de considérer ces indemnités de départ ou licenciement comme constitutive d'une dette sociale envers les travailleurs.

La dette sociale croît d'année en année en vertu du principe et du mode de calcul de l'ancienneté acquise par chaque travailleur.

**PRINCIPES COMPTABLES**

Les nouvelles normes comptables (SYSCOA) en vigueur fixent les objectifs et voire les modalités d'appréciation, de gestion et de comptabilisation de l'IFC et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'employeur se voit ainsi contraint de se prémunir en permanence afin de faire face aux obligations de liquidation à terme de l'indemnité de fin de carrière, au moment du départ à la retraite ou de décès du travailleur, d'un licenciement sans faute lourde :

Jusqu'à une date récente, beaucoup d'entreprises se sont contenté de mentionner l'engagement hors bilan de la dette sociale ou tout au moins de constituer une provision qui reste passible d'un impôt prohibitif de 30%.

*Commentaires de Petrosen sur le rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés, au titre de la gestion 2013*

1



Face à nos obligations, nous confirmons avoir eu, toujours, le souci de l'efficacité, du respect des règles de transparence, de l'équité et plus généralement de la bonne gouvernance dans la gestion de tous les dossiers.

*En conclusion et pour répondre à votre préoccupation, nous confirmons avoir bien procédé et par l'intermédiaire de notre Conseiller en assurance à la mise en concurrence pour l'attribution du marché portant sur l'IFC.*

- **Paragraphe : Constats d'ordre général**

- ✓ Les suppléants ont été bien désignés et il est évident que chaque suppléant remplace le membre titulaire correspondant au listing remis à la DCMP ;
- ✓ Les actes de nomination des membres de la Commission des marchés ont été transmis dans les délais et pour preuve nous avons joint à nos commentaires la lettre réponse de la DCMP à la première transmission faite par PETROSEN le 4 janvier 2013 et qui comportait des erreurs. Donc, la lettre dont vous faites référence consiste en la deuxième transmission des actes de nomination à la DCMP ;
- ✓ Concernant le point sur les critères de qualification technique et juridique, nous réaffirmons qu'ils sont établis pour tous les marchés de PETROSEN, d'ailleurs, il est bien indiqué sur toutes les lettres d'invitation à la dernière page les pièces jointes (PJ) à celles-ci. Nous joignons à nos commentaires les critères de qualification technique et juridique qui concernent les deux marchés objets de votre revue et qui figuraient bien dans les dossiers qui vous ont été remis lors de votre audit ;
- ✓ Pour la publication des attributions au niveau du site de l'ARMP, des problèmes techniques nous empêchent de la réaliser. Nous nous rapprocherons de l'ARMP pour solliciter leur assistance technique.

- **Paragraphe : Constats spécifiques à la passation et à l'exécution financière**

La signature des bons de commandes de ces deux marchés est postérieure à leur livraison ou exécution du fait que :

- ✓ Pour le marché des fournitures et consommables informatiques : c'est un marché à commande et que pour la première livraison vous avez bien remarqué que le Bon de Commande a été signé avant la livraison, mais pour les autres qui ont suivi le fournisseur a livré avant la signature des bons de commande et qu'il s'agit ici d'une régularisation.
- ✓ Pour le marché du gardiennage aussi, vous comprendrez bien que la société ne pouvait pas se permettre de rester un seul jour sans que ses locaux ne soient mis en sécurité. C'est pourquoi, puisque la procédure d'attribution du marché a pris un peu plus de temps que prévu et qu'entre temps le contrat du précédent attributaire était arrivé à terme, nous avons fait appel au nouveau attributaire avant même la

signature du contrat mais après que la commission l'ait expressément désigné comme attributaire du marché du gardiennage pour l'année 2013.

- **4.1.7. Autres**

Pour le point sur les registres des marchés, Petrosen dispose bien de deux registres des marchés, un registre pour les DRP et un registre pour les appel d'offres. Les copies des deux registres de l'année 2013 sont jointes à nos commentaires.

- **4.2.6. Marchés conclus par DRP**

*Pour les anomalies concernant la fourniture de consommables informatiques pour un montant de FCFA 15 433 600 :*

- ✓ La publication des attributions au niveau du site de l'ARMP, des problèmes techniques nous empêchent de la réaliser. Nous nous rapprocherons de l'ARMP pour solliciter leur assistance technique.
- ✓ La signature des bons de commandes est postérieure à leur livraison car il s'agit ici d'un marché à commande et que pour la première livraison vous avez bien remarqué que le Bon de Commande a été signé avant la livraison, mais pour les autres qui ont suivi le fournisseur a livré avant la signature des bons de commande et qu'il s'agit ici d'une régularisation.

*Pour les anomalies concernant les services de gardiennage des locaux de la Direction générale et de la base de Diamniadio pour un montant de FCFA 27 120 000 :*

- ✓ La publication des attributions au niveau du site de l'ARMP, des problèmes techniques nous empêchent de la réaliser. Nous nous rapprocherons de l'ARMP pour leur demander de nous assister pour cela.
- ✓ Pour le marché du gardiennage aussi, vous comprendrez bien que la société ne pouvait pas se permettre de rester un seul jour sans que ses locaux ne soient mis en sécurité. C'est pourquoi, puisque la procédure d'attribution du marché a pris un peu plus de temps que prévu et qu'entre temps le contrat du précédent attributaire était arrivé à terme, nous avons fait appel au nouveau attributaire avant même la signature du contrat mais après que la commission l'ait expressément désigné comme attributaire du marché du gardiennage pour l'année 2013.
- ✓ Concernant le point sur les critères de qualification technique et juridique, nous réaffirmons qu'ils sont établis pour tous les marchés de PETROSEN, d'ailleurs, il est bien indiqué sur toutes les lettres d'invitation à la dernière page les pièces jointes (PJ) à celles-ci. Nous joignons à nos commentaires les critères de qualification technique et juridique qui concernent les deux marchés objets de votre revue et qui figuraient bien dans les dossiers qui vous ont été remis lors de votre audit.



#### - 4.4.3. Résultats

La signature des bons de commandes de ces deux marchés est postérieure à leur livraison ou exécution du fait que :

- ✓ Pour le marché des fournitures et consommables informatiques : c'est un marché à commande et que pour la première livraison vous avez bien remarqué que le Bon de Commande a été signé avant la livraison, mais pour les autres qui ont suivi le fournisseur a livré avant la signature des bons de commande et qu'il s'agit ici d'une régularisation.
- ✓ Pour le marché du gardiennage aussi, vous comprendrez bien que la société ne pouvait pas se permettre de rester un seul jour sans que ses locaux ne soient mis en sécurité. C'est pourquoi, puisque la procédure d'attribution du marché a pris un peu plus de temps que prévu et qu'entre temps le contrat du précédent attributaire était arrivé à terme, nous avons fait appel au nouveau attributaire avant même la signature du contrat mais après que la commission l'ait expressément désigné comme attributaire du marché du gardiennage pour l'année 2013.

#### - 4.5. Synthèse des non conformités et recommandations de la revue

Observations	Recommandations	Commentaires de PETROSEN
Observation N°1		<b>Acceptée/</b> Cependant, Les suppléants ont été bien désignés et il est évident que chaque suppléant remplace le membre titulaire correspondant au listing remis à la DCMP ;
Observation N°2		<b>Non acceptée/</b> Les actes de nomination des membres de la Commission des marchés ont été transmis dans les délais et pour preuve nous avons joint à nos commentaires la lettre réponse de la DCMP à la première transmission faite par PETROSEN le 4 janvier 2013 et qui comportait des erreurs. Donc, la lettre dont vous faites référence consiste en la deuxième transmission des actes de nomination à la DCMP
Observation N°3		<b>Non acceptée/</b> Sur les critères de qualification technique et juridique, nous réaffirmons qu'ils sont établis pour tous les marchés de PETROSEN, d'ailleurs, il est bien indiqué sur toutes les lettres d'invitation à la dernière page les pièces jointes (PJ) à celles-ci. Nous joignons à nos commentaires les critères de qualification technique et juridique qui concernent les deux marchés objets de votre revue et qui figuraient bien dans les dossiers qui vous ont été remis lors de votre audit
Observation N°4		<b>Acceptée/</b> La publication des attributions au niveau du site de l'ARMP, des problèmes techniques nous empêchent de la réaliser. Nous nous rapprocherons de l'ARMP pour solliciter leur assistance technique.

Commentaires de Petrosen sur le rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés, au titre de la gestion 2013

5

Observation N°5		<b>Acceptée</b>
Observation N°6		<p><b>Non acceptée/</b> La signature des bons de commandes de ces deux marchés est postérieure à leur livraison ou exécution du fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour le marché des fournitures et consommables informatiques : c'est un marché à commande et que pour la première livraison vous avez bien remarqué que le Bon de Commande a été signé avant la livraison, mais pour les autres qui ont suivi le fournisseur a livré avant la signature des bons de commande et qu'il s'agit ici d'une régularisation.</li> <li>✓ Pour le marché du gardiennage aussi, vous comprendrez bien que la société ne pouvait pas se permettre de rester un seul jour sans que ses locaux ne soient mis en sécurité. C'est pourquoi, puisque la procédure d'attribution du marché a pris un peu plus de temps que prévu et qu'entre temps le contrat du précédent attributaire était arrivé à terme, nous avons fait appel au nouveau attributaire avant même la signature du contrat mais après que la commission l'ait expressément désigné comme attributaire du marché du gardiennage pour l'année 2013.</li> </ul>

- **Annexe :**

**DRP N°3 F-Petrosen-006 : Fourniture de consommables informatiques**

- ✓ La publication des attributions au niveau du site de l'ARMP, des problèmes techniques nous empêchent de la réaliser. Nous nous rapprocherons de l'ARMP pour solliciter leur assistance technique.
- ✓ La signature des bons de commandes est postérieure à leur livraison car il s'agit ici d'un marché à commande et que pour la première livraison vous avez bien remarqué que le Bon de Commande a été signé avant la livraison, mais pour les autres qui ont suivi le fournisseur a livré avant la signature des bons de commande et qu'il s'agit ici d'une régularisation.
- ✓ Concernant les critères de qualification technique et juridique, nous réaffirmons qu'ils sont établis pour tous les marchés de PETROSEN, d'ailleurs, il est bien indiqué sur toutes les lettres d'invitation à la dernière page les pièces jointes (PJ) à celles-ci. Nous joignons à nos commentaires les critères de qualification technique et juridique qui concernent les deux marchés objets de votre revue et qui figuraient bien dans les dossiers qui vous ont été remis lors de votre audit.

*Commentaires de Petrosen sur le rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marches, au titre de la gestion 2013*

6

**DRP N°6 F-Petrosen-006 : Gardiennage des locaux de la Direction générale et de la base de Diamniadio**

- ✓ La publication des attributions au niveau du site de l'ARMP, des problèmes techniques nous empêchent de la réaliser. Nous nous rapprocherons de l'ARMP pour solliciter leur assistance technique.
- ✓ Pour le marché du gardiennage aussi, vous comprendrez bien que la société ne pouvait pas se permettre de rester un seul jour sans que ses locaux ne soient mis en sécurité. C'est pourquoi, puisque la procédure d'attribution du marché a pris un peu plus de temps que prévu et qu'entre temps le contrat du précédent attributaire était arrivé à terme, nous avons fait appel au nouveau attributaire avant même la signature du contrat mais après que la commission l'ait expressément désigné comme attributaire du marché du gardiennage pour l'année 2013.
- ✓ Concernant les critères de qualification technique et juridique, nous réaffirmons qu'ils sont établis pour tous les marchés de PETROSEN, d'ailleurs, il est bien indiqué sur toutes les lettres d'invitation à la dernière page les pièces jointes (PJ) à celles-ci. Nous joignons à nos commentaires les critères de qualification technique et juridique qui concernent les deux marchés objets de votre revue et qui figuraient bien dans les dossiers qui vous ont été remis lors de votre audit.